



Communiqué de presse du SNES-FSU Normandie et du SNUipp-FSU 76

Nouvelles annonces, nouveau désordre, nouveaux mensonges !

Le premier ministre et le ministre de l'Education Nationale ont annoncé hier la mise en œuvre d'un protocole prétendument renforcé. Comme depuis le début de la crise sanitaire, il s'agit en réalité d'un élément de communication qui prétend rassurer les parents d'élèves et la population mais qui n'est qu'un mensonge supplémentaire. En réalité, rien ne va changer et le virus continuera de circuler dans les établissements scolaires.

Jean-Michel Blanquer a désigné les cantines scolaires comme « le maillon faible » des écoles et des établissements. Ce n'est pas faute de l'avoir prévenu depuis des mois, puisque les syndicats de la FSU avaient déjà alerté sur ce moment particulièrement problématique où les élèves ne peuvent porter le masque en mangeant ! Le ministre fait croire que la vigilance sera renforcée en annonçant que les élèves mangeront désormais par classe : or, c'est déjà le cas dans le protocole en vigueur depuis la rentrée de septembre, et surtout de novembre. Soit il ignore les protocoles déjà en place dans l'Education Nationale, soit il ment en prétendant instaurer de nouvelles règles déjà en place dans les écoles et les collèges. Dans tous les cas, de tels propos dans la bouche d'un ministre sont irresponsables. Au lycée, sa réforme a pulvérisé la notion-même de classe : la préconisation de faire déjeuner ensemble les élèves d'une même classe n'est donc pas envisageable !

Par ailleurs, l'interdiction de la pratique de l'EPS et des activités physiques en intérieur va être très préjudiciable aux élèves. Dans une région où l'on ne peut espérer faire correctement du sport dehors au mois de janvier, la fermeture des gymnases risque souvent d'obliger les enseignant.e.s à se replier avec leurs élèves dans des salles exiguës pour y faire de la garderie.

Non seulement, cela n'améliorera en rien la lutte contre la circulation du virus, mais cela aura d'autres conséquences, peut-être tout aussi graves, sur la santé et le bien-être des élèves. L'impact du confinement en termes de santé publique (prise de poids, perte de capacités cardio-pulmonaires, impact psychologique ...) a démontré l'importance de la pratique physique et sportive et il faut tout faire pour la préserver. D'autres mesures, que la FSU porte depuis des mois, auraient pu être prises comme la généralisation des demi-groupes dans le second degré ou le renforcement de l'encadrement par l'emploi de nouveaux personnels. Encore une fois, les mesures de notre ministre, prises sans concertation et dans la précipitation, risquent d'être inefficaces voire contreproductives.

Dans les lycées, le ministre a annoncé la poursuite de « l'hybridation » des enseignements. Toutefois, cet allègement des effectifs est mis en œuvre de manière très disparate d'un lycée à l'autre, et certains lycées n'ont pas jugé bon d'aménager les enseignements, notamment les lycées privés. Dès lors, les inégalités entre les élèves se creusent. A cet égard, le maintien de l'épreuve de bac de spécialité (coefficient 16) prévue au mois de mars engendre beaucoup de stress parmi les élèves de Terminale, élèves avec les nerfs desquels Jean-Michel Blanquer avait déjà joué l'an dernier en annulant au dernier moment les épreuves de français de 1^{ère}. Il est urgent d'annoncer le report de l'épreuve de spécialité pour permettre aux élèves et aux collègues qui les préparent au baccalauréat de retrouver davantage de sérénité.

Quant aux annonces de la rectrice de Normandie et du ministre sur des campagnes de tests massifs dans les établissements scolaires, elles sont difficiles à croire. Les précédentes opérations de ce genre n'ont été que des plans de communication, et rares sont les personnels sur le terrain qui, bien que volontaires, ont pu être effectivement testés.

Enfin, alors que le gouvernement se félicite de maintenir les écoles ouvertes, il poursuit en réalité sa logique de destruction de l'école publique en fermant massivement des postes d'enseignant.e.s et des classes dans le primaire et le secondaire. La rentrée 2021 qui se prépare actuellement sera de nouveau marquée par 1883 postes supprimés dans les collèges et les lycées, alors que les effectifs d'élèves sont en hausse. Dans le premier degré, les faibles moyens accordés ne permettront pas du tout de répondre aux besoins des élèves, et maintiendront des effectifs beaucoup trop chargés dans les classes, empêchant la réelle prise en compte de la difficulté scolaire et le rattrapage des difficultés liées au confinement. Dans d'autres pays, des choix différents ont été faits, pour accompagner davantage les élèves dans ces temps de crise.

L'arrivée de nouvelles directives dans les écoles met une nouvelle fois en difficulté les équipes pédagogiques qui ne disposent que de peu de temps pour s'adapter. Comme souvent, l'amateurisme du ministre se traduit sur le terrain par de l'improvisation et de l'adaptation de dernière minute.

Pour toutes ces raisons, les syndicats SNUipp-FSU et SNES-FSU appellent les collègues à la grève le mardi 26 janvier, avec une très large intersyndicale. D'autres choix sont urgents pour l'école !

Parce que les mêmes logiques destructrices sont à l'œuvre dans les services publics et au-delà, ils appellent également à la grève le jeudi 4 février, journée de mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle.